



COMMUNIQUÉ
Paris, le 20/10/2025

RADARS AUTOMATIQUES : POLITIQUE DE SÉCURITÉ OU POLITIQUE DE RENTABILITÉ ?

Les chiffres récemment publiés par le ministère de l'Intérieur quant aux « performances » du contrôle-sanction automatisé confirment une dérive inquiétante : en dix ans, plus de 144 millions de procès-verbaux ont été dressés par les radars automatiques en France. Une explosion sans précédent, qui traduit une politique de sécurité routière fondée presque exclusivement sur la répression de la vitesse et la verbalisation automatisée.

Pour « 40 millions d'automobilistes », ce constat est le symptôme d'un échec global de la stratégie gouvernementale : davantage de radars, davantage de PV, davantage d'argent collecté... mais pas moins de morts sur les routes. L'association appelle à un retour des forces de l'ordre sur les routes pour sanctionner les comportements véritablement dangereux.

Une machine à sanction qui tourne à plein régime

Plus de 4 700 radars automatiques sont implantés le long des routes françaises. Résultats, depuis 2014 :

- 144 millions de PV pour excès de vitesse ont été émis ;
- Plus de 7 milliards d'euros encaissés ;
- Et, dans près de 60 % des cas, des infractions pour des dépassements de moins de 5 km/h.

Autrement dit, la majorité des automobilistes sanctionnés ne sont pas des chauffards, mais des conducteurs responsables piégés pour de légers écarts de vitesse sans danger réel pour la sécurité. Un automobiliste qui roule à 35 km/h au lieu de 30 km/h n'adopte pas un comportement dangereux ; il devient pourtant une cible du système de sanction automatisé.

Cette logique de « tolérance zéro » pour des excès minimes interroge sur la finalité réelle de la politique des radars, qui semble s'éloigner de sa mission première — la prévention des accidents — pour se transformer en outil de contrôle permanent et de répression massive.

Toujours plus de radars... et toujours plus de morts

Malgré cette inflation de sanctions, la mortalité routière ne baisse plus et repart même à la hausse ces derniers mois. Pour « 40 millions d'automobilistes », cette contradiction illustre l'échec d'un modèle basé sur la peur du PV, au détriment d'une politique de prévention, d'éducation et d'accompagnement des conducteurs.

« La répression automatisée ne sauve plus de vies. Elle ne fait qu'entretenir la méfiance et la colère des automobilistes. Si l'on veut vraiment réduire les drames, il faut s'attaquer aux vraies causes : l'alcool, les stupéfiants, la fatigue, la distraction », insiste Philippe Nozière, président de « 40 millions d'automobilistes ».

Pour une sécurité routière plus humaine et plus efficace

L'association « 40 millions d'automobilistes » appelle le Gouvernement à changer de cap et à redonner du sens à la politique de sécurité routière en :

- Réorientant les contrôles vers les comportements réellement dangereux ;
- Investissant dans la prévention, notamment auprès des jeunes conducteurs ;
- Rétablissant la proportionnalité des sanctions, pour ne plus punir aveuglément les petits excès sans gravité.

« Tant qu'on fera de la Sécurité routière un outil de collecte plutôt qu'un levier de protection, les Français continueront de payer, parfois de leur vie, le prix d'une politique inefficace », conclut Pierre Chasseray, délégué général de l'association.

